

# RENCONTRE CONSEIL RÉGIONAL / FSU

## 18 septembre 2023

Étaient présent.es

<b>pour la FSU</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Flavien THOMAS (FSU Régionale)</li><li>- Olivier BLEUNVEN (SNETAP)</li><li>- Jérôme JOLIVET (SNUEP)</li><li>- Christophe TRISTAN (SNUEP)</li></ul>	<b>pour le Conseil Régional</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Jean Louis NEMBRINI (Vice Président)</li><li>- Philippe MITTET (Directeur général adjoint, Pôle éducation et citoyenneté)</li><li>- Maryvonne DELATAILLE (Directrice de l'éducation)</li><li>- Philippe GROSJEAN (Directeur de l'orientation)</li><li>- Gaël CORRE pour le cabinet de M. ROUSSET</li></ul>
---	--

Le Conseil Régional n'a pas entière compétence sur les sujets du jour mais a la volonté d'échanges en dehors des instances (CAEN, ...) avec les OS, c'est pourquoi ils ont répondu rapidement à notre demande de rencontre

La FSU a fait cette demande sur deux sujets particuliers :

- la carte de formation en construction actuellement,
- l'évolution de la construction de carte de formation selon la nouvelle méthode annoncée par l'État, s'appuyant sur le logiciel Orion et avec des concertations avec les professionnels par bassin d'emplois sous l'égide du sous préfet en relation avec les bureaux d'entreprises afin d'appliquer les objectifs nationaux (-15 % de formation).

### Réforme de la construction de la carte des formations

La FSU souhaite connaître la position du Conseil Régional sur la mise œuvre de cette nouvelle procédure alors qu'aucune circulaire n'est aujourd'hui sortie. Elle réduirait de facto la compétence régionale et briderait encore plus le dialogue social qui devrait normalement trouver son aboutissement par les votes en CAEN et CREFOP.

Le Conseil Régional dans son dialogue avec l'Etat est-il déjà engagé dans cette procédure ?

Pour le Conseil Régional le calendrier ne change pas pour la carte de formation actuelle avec un vote en CP de novembre le 6 novembre et avant les votes au CREFOP et aux CAEN.

Sur la réforme, **le Conseil Régional se dit autant opposé que nous à la méthode** – le président de la Région l'a rappelé à la réunion de Saintes. Aujourd'hui le travail se fait de la même façon que l'an passé. Il se base sur les conférences territoriales. La prochaine est le 4 octobre prochain à Châtelleraut.

Elles permettent une projection à 3 ans avec des résultats jugés satisfaisants. La politique régionale reste d'avoir des perspectives par territoire avec la préservation des petits lycées professionnels y compris fragilisés par la démographie. La carte scolaire doit aussi servir à re-dynamiser ces établissements souvent un des seuls vecteurs de l'ascenseur social localement. Cette politique est en lien avec le développement territorial du supérieur.

La Région ne présentera pas une carte à prendre ou à laisser ce n'est pas « leur façon de faire ». La réflexion pluriannuelle faisait déjà partie du protocole.

La FSU rappelle les annonces récemment réitérées d'E. Macron de 15 % de fermetures. Fermeture aussi vers l'apprentissage. Elle se vérifie aussi au ministère

Pour le Conseil Régional ces annonces peuvent reprendre en partie une baisse des effectifs déjà actées et, s'il s'agit bien de formation à fermer, la Région assure que ça n'a pas de sens pour ce qu'il s'agit de la Nouvelle Aquitaine. La Région reste prescripteur sur les plateaux techniques et doit avoir une visibilité sur les cartes de formation

La FSU évoque le nouveau rôle des Bureaux des entreprises. En effet, il semble qu'ils deviennent prescripteurs sur les cartes de formations locales.

Le Conseil Régional n'a pas de visibilité sur ces BDE et leur rôle réel. Ils ont bien vu les projets de circulaires mais pour eux Orion peut être vu comme un outil supplémentaire qui donne des éléments de toute façon pris en compte. Dans cette perspective le dialogue engagé localement avec les sous préfets restent hypothétiques dans sa réalisation. Soit il y a effectivement une application stricte d'objectifs nationaux avec une supervision via Orion au niveau national se serait problématique mais là encore il y a des doutes sur la capacité à mener une telle politique... Pour la région fermer parce qu'il n'y a pas d'insertion et pas d'attractivité est à envisager mais alors que met on à la place ?

La FSU rappelle le rôle social des lycées, l'insertion est loin d'être le seul critère à prendre en compte.

## **La carte des formations, propositions 2023-2024**

Sur Limoges il y a déjà des annonces de fermeture dans les lycées pro (exemple **lycée St Exupéry de Limoges**)

La Région participe aux réunions avec les lycées - très peu de fermetures envisagées sur l'académie de Limoges. Elle indique qu'il y a bien une proposition de fermeture au lycée St Exupéry sur Bac Pro carrosserie car son attractivité est en baisse (avec 2 élèves)

A Lavoisier nous sommes par exemple sur une ouverture de BTS (et pas une fermeture).

Les chiffres que nous avons sur St Exupéry sont différents 4 et 5 élèves en 1ère et Terminale avec une progression en seconde sur 10 places disponibles.

Pour la Région les chiffres sont évalués dans le cadre du protocole avec le rectorat et le CR est présent dans le dialogue avec l'établissement. Il faut voir aussi comment les formations se remplissent – entre les élèves qui arrivent fin août et les formations qui se remplissent en 1<sup>er</sup> vœu fin juin. Nous travaillons au cas par cas. Il n'y a pas deux manières différentes de faire entre rectorat et Région – c'est la démarche initiale pour arriver à la décision

La FSU rappelle aussi que les CAP avec des capacités d'accueil à 10 élèves sont souvent liés souvent en complément avec une autre division, une fermeture peut créer un déséquilibre au-delà de la seule classe fermée. Il s'agit aussi de pérenniser l'avenir du plateau technique nécessaire à la formation à des métiers en demande.

La FSU insiste aussi sur l'angoisse des collègues dans les établissements – notamment dans les formations tertiaires qui sont visées par le Président de la République. Nous demandons à connaître les projets en cours de discussion sur la Nouvelle-Aquitaine. S'il y a une pré-carte établie, c'est le rôle des organisations syndicales de permettre les remontées directes des agents sur place

Le Conseil Régional rappelle que les prévisions sont pluriannuelles et que s'il y a des évolutions, il n'y a pas de couperets qui tombent brutalement.

La FSU prend l'exemple du **lycée Beau de Rochas** (académie de Bordeaux) il est envisagé une fermeture en formation commerce automobile qui n'a jamais été discutée a priori.

Le Conseil Régional indique qu'à Beau de Rochas c'est surtout un projet d'ouverture d'un BTS – soutenu par la profession – mais avec un rectorat qui demande en contrepartie une fermeture car le BTS coûte cher. Il ajoute qu'il y a aussi le projet d'une transformation d'un CAP en CAP accompagnement au grand âge au lycée de Nérac et dans ce cas il n'y pas de gain de moyen pour le rectorat.

Pour la FSU, il paraît incongru de remplacer des CAP par des BTS car ils ne répondent pas aux mêmes besoins, notamment des familles. Nous insistons aussi sur la volonté de fermer des formations sur des filières entières et le risque pour les collègues de ne plus avoir possibilité de trouver de place liée à leur formation (en lycée pro des collègues très spécialisé.es)

Le Conseil Régional est d'accord sur l'analyse mais doit répondre aux impératifs de moyens donnés par le rectorat.

Justement sur la politique régionale en matière de formation, la FSU pose la question du **lycée de Loudun** avec une annonce de fermeture de formation cuisine. Nous posons la question du lien avec la volonté régionale d'ouverture d'une école de restauration collective et d'un campus de l'alimentation et l'annonce par ailleurs de l'initiative privée de création d'un institut de formation gastronomique.

La région réfute totalement ce rapprochement. Il y a effectivement un projet d'évolution **sur Loudun mais rien n'est décidé** : Il s'agirait plutôt d'une réorientation vers d'autres métiers au cœur des compétences du lycée (pâtisserie) car sur la cuisine le lycée souffrirait d'une concurrence avec un Lycée sur Saumur dans une autre académie.

Le Conseil Régional réitère sa proposition de travail sur les campus définis par la région.

Sur le campus précis de l'alimentation, il veut conforter le maillage du territoire – et Loudun n'est pas à mettre dans cette réflexion puisqu'il s'agit au départ d'une analyse locale portée en partie par le chef d'établissement qui souhaite dynamiser son établissement.

Ils expriment clairement qu'ils ne vont pas mettre 28 M d'€ sur l'institut Robuchon – il y a un institut hypothétique sur Poitiers mais qui n'a pas de matérialité aujourd'hui avec des ambitions sur de la formation internationale et dans le supérieur.

La FSU et le Conseil Régional s'entendent sur les difficultés de recrutement aujourd'hui sur la filière Hôtellerie et restauration. La FSU interpelle sur l'équilibre de la carte de formation et notamment sur la disparition des titres de formations au profit des Certificats de Spécialisation. Il est essentiel d'éviter de fermer des formations en trois ans contre des formations en un an, encore plus lorsqu'elles ne contiennent pas d'enseignements généraux. La FSU insiste sur le fait d'avoir le projet d'évolution de la carte des formations dès le début du mois de septembre

Le Conseil Régional entend mais se dit devoir tenir compte de l'aboutissement des échanges avec les rectorats. Il souhaite pouvoir avancer de façon transparente et met en cause le fractionnement de la compétence éduc. Il regrette aussi l'abandon du travail commun sur la carte de formation initiale et apprentissages (avant la loi Pénicaud )

Le Conseil Régional réitère sa proposition d'**un travail sur les campus** avec envoi en amont des documents sur lesquels nous travaillons. Elle est fixée au **lundi 9 octobre 16 h**

Le Snetap FSU interroge sur l'état des réflexions régionales sur le projet d'École Vétérinaire à Limoges.

Sur ce sujet Alain Rousset reste sur la même position et l'article paru sur Limoges est une contre vérité. Cette école pourra prendre différentes formes, plusieurs pistes sont envisagées, la Région a conscience de la nécessité d'un budget national supplémentaire, la progressivité n'a jamais été exclue.